



Treaty Series No. 8 (1932)

International Conventions

for the

ESTABLISHMENT OF FUNDS A AND B

under the Agreements of Paris of

April 28, 1930

respecting the

Financial Obligations of Hungary

Berne, August 21, 1931

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON:

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120, George Street, Edinburgh;

York Street, Manchester; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff;

15, Donegall Square West, Belfast;

or through any Bookseller.

1932

Price 3d. Net

Cmd. 4037

CONTENTS.

	Page
I.—Convention establishing Fund A	3
Translation of I	6
II.—Convention establishing Fund B	9
Translation of II	12

69

INTERNATIONAL CONVENTIONS FOR THE ESTABLISHMENT OF
FUNDS A AND B UNDER THE AGREEMENTS OF PARIS OF
APRIL 28, 1930, RESPECTING THE FINANCIAL OBLIGATIONS
OF HUNGARY.

Berne, August 21, 1931.

I.—CONVENTION ESTABLISHING FUND A.

LES Gouvernements du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République Française, du Royaume de la Hongrie et de Sa Majesté le Roi d'Italie ayant informé le Gouvernement de la Confédération Suisse de la mise en vigueur des accords relatifs aux obligations résultant du Traité de Trianon signés à Paris, le 28 avril 1930,* et notamment des accords II et III prévoyant la constitution et l'organisation du Fonds agraire, dit Fonds A, institué par les accords de La Haye du 20 janvier 1930,†

et le Gouvernement de la Confédération Suisse ayant pris acte de ces accords,

désireux de régler les conditions d'établissement en Suisse du Fonds agraire,

sont convenus, par l'intermédiaire de leurs Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le Gouvernement Suisse reconnaît la personnalité juridique du Fonds agraire.

ARTICLE 2.

Le siège du Fonds agraire est établi à Bâle.

ARTICLE 3.

Le Gouvernement Suisse reconnaît que l'objet, la constitution, l'organisation, la gestion et la liquidation du Fonds agraire sont déterminés et régis par les accords de Paris du 28 avril 1930.

Les dispositions du droit suisse s'appliqueront à titre supplétif en tant qu'elles ne seront pas en opposition avec les dits accords.

ARTICLE 4.

Sous réserve du deuxième alinéa, les droits, taxes et impôts rentrant dans les catégories suivantes ne seront pas perçus :

- (a) Droits, taxes et impôts sur tous actes et autres documents ayant trait à l'établissement du Fonds agraire à Bâle ou à la liquidation du Fonds ;

* See "Treaty Series, No. 30 (1931)," Cmd. 3910.

† See Cmd. 3484.

- (b) Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion de l'émission des obligations du Fonds et droits, taxes et impôts prévus sur les coupons des obligations du Fonds ;
- (c) Droits, taxes et impôts sur le capital du Fonds, ses réserves, avoirs, dépôts et créances et ses revenus, quel que soit le mode ou le moment de la perception ;
- (d) Droits, taxes et impôts sur le transfert de la propriété de titres en tant que les contrats se rapportant à ce transfert sont conclus par le Fonds avec la Banque des Règlements internationaux ou, par son intermédiaire, avec une contrepartie ne résidant pas en Suisse, sur tous les dépôts à court ou à long terme du Fonds auprès de la Banque des Règlements internationaux et sur les intérêts de ces dépôts ;
- (e) Droits, taxes et impôts sur le chiffre d'affaires ;
- (f) Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion d'actes ou documents quelconques concernant la répartition du Fonds et, en général, tous versements aux ayants droit.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte au droit de la Suisse (a) d'imposer les personnes résidant sur son territoire autres que le Fonds, (b) d'exiger du Fonds le paiement du droit de timbre sur celles de ses obligations qui auront été mises sur le marché suisse et sur les intérêts de celles de ses obligations qui circulent en Suisse.

ARTICLE 5.

Les susdites exemptions s'appliqueront aux impôts présents et futurs de quelque nom qu'on les désigne et quelle que soit l'autorité publique qui les lève.

En outre, sans préjudice des exemptions indiquées plus haut, il ne pourra être perçu sur le Fonds et sur ses opérations aucun impôt qui n'aurait pas un caractère général.

ARTICLE 6.

Le Fonds, ses biens et avoirs, ainsi que toutes remises effectuées par le Fonds ou à son profit résultant de transactions faites par lui dans l'exercice normal de son activité, ne pourront faire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'objet d'aucune mesure d'ordre administratif, telle que réquisition, séquestre, saisie, confiscation, défense ou restriction de la faculté d'effectuer des paiements à l'étranger ou de recevoir des paiements provenant de l'étranger ou de toute autre mesure analogue.

ARTICLE 7.

Les différends qui pourront s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront soumis, d'un commun accord entre la Suisse, d'une part, et les autres Puissances

contractantes ou l'une ou plusieurs d'entre elles, d'autre part, à l'arbitrage.

Il demeure entendu que la sentence arbitrale sera considérée comme obligatoire par toutes les Parties contractantes, même si elle aura été rendue à la suite d'une procédure entre une partie des États contractants seulement.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique ou sur la définition des questions à soumettre à l'arbitrage, chaque Partie pourra, par voie de simple requête, saisir du différend la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 8.

La présente Convention est conclue pour une durée de quinze ans. Si elle n'est pas dénoncée un an avant l'expiration de ce terme, elle sera considérée comme prorogée pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

La Convention est conclue par le Gouvernement Suisse sous réserve de ratification, et elle sera mise en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par la Suisse.

L'instrument de ratification sera déposé à Paris, auprès du Gouvernement de la France, lequel communiquera aux Puissances contractantes le jour du dépôt qui sera celui de l'entrée en vigueur de la Convention.*

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Berne, le vingt et un août mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux autres Puissances contractantes.

Pour le Royaume-Uni de
la Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord :

CHARLES PEAKE.

Pour la France :

H. DE MARCILLY.

Pour la Hongrie :

F. DE PARCHER.

Pour l'Italie :

GIOVANNI MARCHI.

Pour la Suisse :

MOTTA.

I.—CONVENTION ESTABLISHING FUND A.

(Translation.)

THE Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, of the French Republic, of the Kingdom of Hungary and of His Majesty the King of Italy, having informed the Government of the Swiss Confederation of the entry into force of the Agreements relating to the obligations resulting from the Treaty of Trianon signed at Paris on the 28th April, 1930,* and especially of Agreements II and III providing for the constitution and the organisation of the Agrarian Fund, called Fund A, set up by the Hague Agreements of the 20th January, 1930,†

and the Government of the Swiss Confederation having taken note of these Agreements,

desiring to fix the conditions under which the Agrarian Fund should be established in Switzerland,

have agreed, through their undersigned plenipotentiaries, duly authorised to that effect, on the following :—

ARTICLE 1.

The Swiss Government recognises the juridical personality of the Agrarian Fund.

ARTICLE 2.

The seat of the Agrarian Fund is established at Basle.

ARTICLE 3.

The Swiss Government recognises that the object, the constitution, the organisation, the management and the liquidation of the Agrarian Fund are determined and governed by the Paris Agreements of the 28th April, 1930.

The dispositions of Swiss law shall apply in addition so far as they are not in opposition to the aforesaid Agreements.

ARTICLE 4.

Subject to the second paragraph of this Article, the dues, taxes and duties coming within the following categories shall not be levied :—

- (a) Dues, taxes and duties on all deeds and other documents concerning the establishment of the Agrarian Fund at Basle or the liquidation of the Fund ;
- (b) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of the issue of the obligations of the Fund, and dues, taxes and duties leviable on the coupons of the Fund's obligations ;
- (c) Dues, taxes and duties on the capital of the Fund, its reserves, assets, deposits and credits and its revenues, whatever may be the method or the time of their collection ;

* See "Treaty Series, No. 30 (1931)," Cmd. 3910.

† See Cmd. 3484.

- (d) Dues, taxes and duties on the transfer of shares in so far as the contracts regarding the transfer are made by the Fund with the Bank for International Settlements, or through that Bank with a second party not resident in Switzerland, on all the deposits on short or long term of the Fund with the Bank for International Settlements, and on the interest on these deposits ;
- (e) Dues, taxes and duties on the turnover ;
- (f) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of deeds or documents of any sort regarding the distribution of the Fund and generally all payments to rightful beneficiaries.

The provisions of the preceding paragraph do not interfere with the right of Switzerland (a) to tax persons, other than the Fund, residing on Swiss territory ; and (b) to demand payment from the Fund of stamp duty on those of the Fund's obligations which shall have been placed on the Swiss market, and on the interest on those of the Fund's obligations which circulate in Switzerland.

ARTICLE 5.

The aforesaid exemptions shall apply to present and future taxes by whatever name they are designated and by whatever public authority they are imposed.

Further, without prejudice to the exemptions set out above, there shall not be levied on the Fund and on its operations any tax which has not a general character.

ARTICLE 6.

The Fund, its goods and its assets, as well as all payments carried out by the Fund or to its profit resulting from transactions carried through by it in the normal exercise of its activity, shall not be, either in time of peace or in time of war, the object of any measure of an administrative nature, such as requisition, sequestration, seizure, confiscation, prohibition or restriction of the power of making payments abroad, or of receiving payments coming from abroad, or of any other similar measure.

ARTICLE 7.

Any differences which may arise regarding the interpretation or the application of the present Convention shall be submitted, by Agreement between Switzerland on the one hand and the other contracting parties or one or more of them on the other hand, to arbitration.

It remains understood that the arbitral decision shall be regarded as binding by all the contracting parties, even if it shall have been given as a result of a procedure between some of the contracting States only.

Failing agreement on the choice of a single Arbitrator or on the definition of the questions to be submitted to arbitration, each party

shall have the right, by means of a unilateral application, to refer the matter to the Permanent Court of International Justice.

ARTICLE 8.

The present Convention is concluded for a period of 15 years. If it is not denounced one year before the expiration of this period it shall be deemed to be prolonged for a further period of 10 years, and so on thereafter.

The Swiss Government has entered into the Convention subject to ratification, and the Convention shall come into force as soon as it shall have been ratified by Switzerland.

The instrument of ratification shall be deposited at Paris with the French Government, which shall communicate to the contracting Powers the date of the deposit, which shall be that on which the Convention shall come into force.*

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Berne on the 21st day of August, 1931, in a single copy, which will remain deposited in the Archives of the Swiss Confederation and of which authenticated copies will be sent to the other Contracting Powers.

For the United Kingdom of
Great Britain and North-
ern Ireland :

CHARLES PEAKE.

For France :

H. DE MARCILLY.

For Hungary :

F. DE PARCHER.

For Italy :

GIOVANNI MARCHI.

For Switzerland :

MOTTA.

* December 28, 1931.

II.—CONVENTION ESTABLISHING FUND B.

LES Gouvernements du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la République Française, de Sa Majesté le Roi d'Italie, de Sa Majesté le Roi de Roumanie, de la République Tchécoslovaque et de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie ayant informé le Gouvernement de la Confédération Suisse de la mise en vigueur des accords relatifs aux obligations résultant du Traité de Trianon signés à Paris, le 28 avril 1930,* et notamment de l'accord IV prévoyant la constitution d'un Fonds spécial, dit Fonds B, institué par les accords de La Haye du 20 janvier 1930,†

et le Gouvernement de la Confédération Suisse ayant pris acte de ces accords.

désireux de régler les conditions d'établissement en Suisse du Fonds spécial,

sont convenus, par l'intermédiaire de leurs Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, de ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le Gouvernement Suisse reconnaît la personnalité juridique du Fonds spécial.

ARTICLE 2.

Le siège du Fonds spécial est établi à Bâle.

ARTICLE 3.

Le Gouvernement Suisse reconnaît que l'objet, la constitution, l'organisation, la gestion et la liquidation du Fonds spécial sont déterminés et régis par les accords de Paris du 28 avril 1930.

Les dispositions du droit suisse s'appliqueront à titre supplétif en tant qu'elles ne seront pas en opposition avec les dits accords.

ARTICLE 4.

Sous réserve du deuxième alinéa, les droits, taxes et impôts rentrant dans les catégories suivantes ne seront pas perçus :

- (a) Droits, taxes et impôts sur tous actes et autres documents ayant trait à l'établissement du Fonds spécial à Bâle ou à la liquidation du Fonds ;
- (b) Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion de l'émission des obligations du Fonds et droits, taxes et impôts prévus sur les coupons des obligations du Fonds ;
- (c) Droits, taxes et impôts sur le capital du Fonds, ses réserves, avoirs, dépôts et créances et ses revenus, quel que soit le mode ou le moment de la perception ;

* See "Treaty Series, No. 30 (1931)," Cmd. 3910.

† See Cmd. 3484.

- (d) Droits, taxes et impôts sur le transfert de la propriété de titres en tant que les contrats se rapportant à ce transfert sont conclus par le Fonds avec la Banque des Règlements internationaux ou, par son intermédiaire, avec une contrepartie ne résidant pas en Suisse, sur tous les dépôts à court ou à long terme du Fonds auprès de la Banque des Règlements internationaux et sur les intérêts de ces dépôts;
- (e) Droits, taxes et impôts sur le chiffre d'affaires;
- (f) Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion d'actes ou documents quelconques concernant la répartition du Fonds et, en général, tous versements aux ayants droit.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte au droit de la Suisse (a) d'imposer les personnes résidant sur son territoire autres que le Fonds, (b) d'exiger du Fonds le paiement du droit de timbre sur celles de ses obligations qui auront été mises sur le marché suisse et sur les intérêts de celles de ses obligations qui circulent en Suisse.

ARTICLE 5.

Les susdites exemptions s'appliqueront aux impôts présents et futurs de quelque nom qu'on les désigne et quelle que soit l'autorité publique qui les lève.

En outre, sans préjudice des exemptions indiquées plus haut, il ne pourra être perçu sur le Fonds et sur ses opérations aucun impôt qui n'aurait pas un caractère général.

ARTICLE 6.

Le Fonds, ses biens et avoirs, ainsi que toutes remises effectuées par le Fonds ou à son profit résultant de transactions faites par lui dans l'exercice normal de son activité, ne pourront faire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'objet d'aucune mesure d'ordre administratif, telle que réquisition, séquestre, saisie, confiscation, défense ou restriction de la faculté d'effectuer des paiements à l'étranger ou de recevoir des paiements provenant de l'étranger ou de toute autre mesure analogue.

ARTICLE 7.

Les différends qui pourront s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront soumis, d'un commun accord entre la Suisse, d'une part, et les autres Puissances contractantes ou l'une ou plusieurs d'entre elles, d'autre part, à l'arbitrage.

Il demeure entendu que la sentence arbitrale sera considérée comme obligatoire par toutes les Parties contractantes, même si elle aura été rendue à la suite d'une procédure entre une partie des États contractants seulement.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique ou sur la définition des questions à soumettre à l'arbitrage, chaque Partie

pourra, par voie de simple requête, saisir du différend la Cour permanente de Justice internationale.

ARTICLE 8.

La présente Convention est conclue pour une durée de quinze ans. Si elle n'est pas dénoncée un an avant l'expiration de ce terme, elle sera considérée comme prorogée pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

La Convention est conclue par le Gouvernement Suisse sous réserve de ratification, et elle sera mise en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par la Suisse.

L'instrument de ratification sera déposé à Paris, auprès du Gouvernement de la France, lequel communiquera aux Puissances contractantes le jour du dépôt qui sera celui de l'entrée en vigueur de la Convention.*

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à Berne, le vingt et un août mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération Suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux autres Puissances contractantes.

Pour le Royaume-Uni de
la Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord :

CHARLES PEAKE.

Pour la France :

H. DE MARCILLY.

Pour l'Italie :

GIOVANNI MARCHI.

Pour la Roumanie :

M. B. BOERESCO.

Pour la Suisse :

MOTTA.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR. PROCHAZKA.

Pour la Yougoslavie :

M. G. MILOYÉVITCH.

* December 23, 1931.

II.—CONVENTION ESTABLISHING FUND B.

(Translation.)

THE Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, of the French Republic, of His Majesty the King of Italy, of His Majesty the King of Roumania, of the Czechoslovak Republic and of His Majesty the King of Yugoslavia, having informed the Government of the Swiss Confederation of the entry into force of the Agreement relative to the obligations resulting from the Treaty of Trianon, signed at Paris, on the 28th April, 1930,* and especially of Agreement IV, providing for the constitution of a special Fund, called Fund B, set up by the Hague Agreements of the 20th January, 1930,†

and the Government of the Swiss Confederation having taken note of these Agreements,

desiring to fix the conditions under which the Special Fund should be established in Switzerland,

have agreed, through their undersigned plenipotentiaries, duly authorised to that effect, on the following :—

ARTICLE 1.

The Swiss Government recognises the juridical personality of the Special Fund.

ARTICLE 2.

The seat of the Special Fund is established at Basle.

ARTICLE 3.

The Swiss Government recognises that the object, the constitution, the organisation, the management and the liquidation of the Special Fund are determined and governed by the Paris Agreements of the 28th April, 1930.

The dispositions of Swiss law shall apply in addition so far as they are not in opposition to the aforesaid Agreements.

ARTICLE 4.

Subject to the second paragraph of this Article, the dues, taxes and duties coming within the following categories shall not be levied :—

- (a) Dues, taxes and duties on all deeds and other documents concerning the establishment of the Special Fund at Basle or the liquidation of the Fund ;
- (b) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of the issue of the obligations of the Fund, and dues, taxes and duties leviable on the coupons of the Fund's obligations ;
- (c) Dues, taxes and duties on the capital of the Fund, its reserves, assets, deposits and credits and its revenues, whatever may be the method or the time of their collection ;

* See "Treaty Series, No. 30 (1931)," Cmd. 3910.

† See Cmd. 3484.

- (d) Dues, taxes and duties on the transfer of shares in so far as the contracts regarding the transfer are made by the Fund with the Bank for International Settlements, or through that Bank with a second party not resident in Switzerland, on all the deposits on short or long term of the Fund with the Bank for International Settlements, and on the interest on these deposits;
- (e) Dues, taxes and duties on the turnover;
- (f) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of deeds or documents of any sort regarding the distribution of the Fund and generally all payments to rightful beneficiaries.

The provisions of the preceding paragraph do not interfere with the right of Switzerland (a) to tax persons, other than the Fund, residing on Swiss territory; and (b) to demand payment from the Fund of stamp duty on those of the Fund's obligations which shall have been placed on the Swiss market, and on the interest on those of the Fund's obligations which circulate in Switzerland.

ARTICLE 5.

The aforesaid exemptions shall apply to present and future taxes by whatever name they are designated and by whatever public authority they are imposed.

Further, without prejudice to the exemptions set out above, there shall not be levied on the Fund and on its operations any tax which has not a general character.

ARTICLE 6.

The Fund, its goods and its assets, as well as all payments carried out by the Fund or to its profit resulting from transactions carried through by it in the normal exercise of its activity, shall not be, either in time of peace or in time of war, the object of any measure of an administrative nature, such as requisition, sequestration, seizure, confiscation, prohibition or restriction of the power of making payments abroad, or of receiving payments coming from abroad, or of any other similar measure.

ARTICLE 7.

Any differences which may arise regarding the interpretation or the application of the present Convention shall be submitted, by Agreement between Switzerland on the one hand and the other contracting parties or one or more of them on the other hand, to arbitration.

It remains understood that the arbitral decision shall be regarded as binding by all the contracting parties, even if it shall have been given as a result of a procedure between some of the contracting States only.

Failing agreement on the choice of a single Arbitrator or on the definition of the questions to be submitted to arbitration, each party

shall have the right, by means of a unilateral application, to refer the matter to the Permanent Court of International Justice.

ARTICLE 8.

The present Convention is concluded for a period of 15 years. If it is not denounced one year before the expiration of this period it shall be deemed to be prolonged for a further period of 10 years, and so on thereafter.

The Swiss Government has entered into the Convention subject to ratification, and the Convention shall come into force as soon as it shall have been ratified by Switzerland.

The instrument of ratification shall be deposited at Paris with the French Government, which shall communicate to the contracting Powers the date of the deposit, which shall be that on which the Convention shall come into force.*

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Berne on the 21st day of August, 1931, in a single copy, which will remain deposited in the Archives of the Swiss Confederation and of which authenticated copies will be sent to the other Contracting Powers.

For the United Kingdom of
Great Britain and North-
ern Ireland :

CHARLES PEAKE.

For France :

H. DE MARCILLY.

For Italy :

GIOVANNI MARCHI.

For Roumania :

M. B. BOERESCO.

For Switzerland :

MOTTA.

For Czechoslovakia :

DR. PROCHAZKA.

For Yugoslavia :

M. G. MILOYEVITCH.

* December 28, 1931.